

DEMANDE D'APPUI CIBLÉ¹

Soutien à la finalisation de l'approche de la RDC en matière de garanties de la REDD+ et d'évaluation du potentiel de la REDD+ pour engager la transition vers un développement vert

I. RÉSUMÉ DE LA DEMANDE (Complétez les cellules en blanc)	
Objectif principal	<i>L'objectif de cet appui ciblé sera d'apporter le soutien technique et financier nécessaire à la finalisation de l'approche de la République Démocratique du Congo en matière de garanties, de bénéfices multiples sociaux et environnementaux et d'évaluation du potentiel de la REDD+ pour engager la transition vers un développement vert.</i>
Résultats principaux prévus	<ol style="list-style-type: none"><i>1. Validation des conclusions du rapport T21 et conclure sur l'intégration possible avec le « Livre Blanc » Vision 2035 en préparation au ministère du Plan</i><i>2. Validation du travail analytique sur les bénéfices multiples de la REDD+, et conclusion sur l'intégration avec le Système National de Suivi Forestier et le SIS</i><i>3. Finalisation et opérationnalisation des standards nationaux sociaux et environnementaux de la REDD+ en RDC</i><i>4. Elaboration des éléments du Système national d'Information sur les Sauvegardes (SIS)</i><i>5. Présentation de l'approche de la RDC en matière de sauvegardes à la COP 21 de Paris</i>
Montant total demandé (USD)	<i>USD 90,000</i>
Domaine(s) d'activité concerné(s) ²	<i>Bénéfices multiples</i>

¹ Utiliser ce formulaire dans le cadre du processus de candidature pour un appui ciblé du Programme ONU-REDD constitue un choix. Si le pays préfère utiliser son propre document, ce formulaire peut servir de guide quant au contenu requis.

Voir aussi les directives dans les [Procédures pour accéder à l'appui ciblé du Programme ONU-REDD](#).

Les demandes d'appui ciblé doivent être présentées en coordination avec les équipes des organismes participants de l'ONU (FAO, PNUD et PNUE) et le Coordonnateur résident.

Il est conseillé que la demande soit soumise par le point focal national ONU-REDD. Il est conseillé de faire soumettre la demande par le point focal national ONU-REDD. Elle devrait être envoyée au secrétariat du Programme ONU-REDD (Email : un-redd@un-redd.org). Une copie devra être envoyée au Coordonnateur résident s'il le demande.

² Domaines d'activité concernés : suivi, notification (rapports), vérification (MRV), gouvernance, engagement des parties prenantes, avantages multiples, transparence et responsabilisation, économie verte

défini(s) dans la Stratégie du Programme ONU-REDD 2011-2015	
Période prévue de mise en œuvre ³	<i>Janvier-Décembre 2015</i>
Veuillez sélectionner ci-dessous le type de financement approprié :	
<input type="checkbox"/> Demande de financement d'activités REDD+ mises en œuvre à l'appui des Programmes nationaux ONU-REDD existants. <input checked="" type="checkbox"/> Demande de financement d'activités REDD+ complémentaires à d'autres activités REDD+ définies au niveau national (stratégies nationales, processus RPP et/ou activités REDD+ financées bilatéralement) ou pour le lancement d'autres activités REDD+ (le pays n'a pas de Programme national ONU-REDD).	

II. HISTORIQUE⁴

Veuillez décrire l'historique de la demande. Exemples de contenus pertinents :

- Description succincte de la situation de la préparation à la REDD+ dans le pays et des efforts déployés en faveur de la REDD+.
- Justification de l'appui nécessaire (qui doit représenter une contribution spécifique et supplémentaire aux efforts nationaux REDD+ avec pour objectif de combler des lacunes ou de favoriser d'autres activités).
- Établir clairement les liens avec les stratégies nationales REDD+.
- Si le pays est doté d'un Programme national ONU-REDD ou s'il en est question, examiner comment l'appui demandé s'inscrit dans le Programme national/le processus R-PP.
- Si l'appui tient compte des résultats d'une évaluation des besoins du pays, veuillez le contextualiser dans l'ensemble des résultats de l'évaluation.

³ Période : de mois /année à mois/année.

⁴ Selon la phase dans laquelle le pays se trouve par rapport aux efforts déployés en faveur de la REDD+, certaines de ces informations peuvent se révéler pertinentes. D'autres peuvent être trop détaillées et être davantage développées si la demande est approuvée.

GARANTIES/SAUVEGARDES ET BENEFICES MULTIPLES

Une approche nationale en matière de sauvegardes prenant en compte le Cadre de Varsovie de la CCNUCC est caractérisée par deux composantes essentielles, qui concourent à réduire les risques sociaux et environnementaux associés à la REDD+ et contribuent à améliorer les avantages qui en découlent:

- 1. L'identification des sauvegardes pertinents dans le contexte national, qui établissent les impératifs que le pays s'engage à respecter dans l'exécution des activités de la REDD+ ;*
- 2. La mise en place d'un système d'information sur les sauvegardes (SIS), défini ici comme la collecte et la production d'informations sur la façon dont les garanties associées à la REDD+ sont prises en compte et respectées tout au long du processus de mise en œuvre des activités REDD+.*

La RDC s'est engagée dans le développement de standards nationaux REDD+ depuis 2011, et a conduit de larges consultations multi-acteurs au niveau national et local donnant lieu à l'élaboration de principes, critères et indicateurs sociaux et environnementaux pour la mise en œuvre de la REDD+. En parallèle, le pays a également complété, avec le soutien de la Banque Mondiale, son Cadre de Gestion Sociale et Environnementale (CGES) pour la mise en œuvre des activités REDD+. En dépit des avancées significatives ainsi réalisées, il reste à finaliser le document des standards nationaux, à clarifier son rôle et ses modalités d'application vis-à-vis des différents types de mise en œuvre de la REDD+ à l'échelle nationale et sous-nationale, ainsi que les détails de l'articulation nécessaire avec le CGES.

Afin d'assurer la mise en place d'un Système National d'Information sur les sauvegardes (SIS) complet et fonctionnel, il est nécessaire de :

- mettre en regard les systèmes d'information existants – comme le registre et le système national de suivi des forêts – avec le contenu des standards nationaux et du CGES afin d'identifier les points forts et lacunes en termes d'information sur la promotion et le respect des garanties de Cancun ;*
- proposer un arrangement institutionnel pour la compilation des informations récoltées à travers les systèmes identifiés, la validation de ces informations et leur communication aussi bien au secrétariat de la CCNUCC qu'aux parties prenantes domestiques.*

La validation du travail analytique déjà effectué en 2013, notamment la cartographie des bénéfices multiples, est une partie intégrale de cette opérationnalisation des standards nationaux pour la REDD+. Ces informations sont en effet en cours d'intégration au système national de suivi des forêts et, sous réserve de leur approbation par les autorités nationales, pourraient constituer la base de certains indicateurs d'information sur la mise en œuvre des aspects environnementaux des garanties de Cancun.

EVALUATION ECONOMIQUE ET SCENARIOS DE DEVELOPPEMENT

Une étude de faisabilité pour l'évaluation des services écosystémiques de la forêt en RDC a été produite en 2013 par l'UNEP-WCMC. En parallèle une modélisation de différents scénarios de développement a été effectuée à l'aide du Modèle T 21. Cette modélisation a également permis de tester les effets macro-économiques de la mise en œuvre de la stratégie nationale REDD+.

L'élaboration du « Livre Blanc » lancée par la RDC en 2013 s'inscrit dans le processus de l'étude nationale prospective (ENP) avec comme aboutissement une vision consensuelle de développement de la RDC à long terme (RDC Vision 2035). Le « Livre Blanc » présente une base d'analyse pour un pré-diagnostic prospectif du développement de la RDC. Les conclusions préliminaires du « Livre Blanc » sont basées sur 4 scénarii, dont le développement vert. L'étude T21 sur la modélisation de la REDD+ pourra donc constituer une source importante pour alimenter les réflexions au niveau national dans l'optique d'une transition de la RDC vers l'économie verte.

III. OBJECTIFS PRÉCIS

Veillez décrire les principaux objectifs et activités de la demande.

- Fournir des informations détaillées sur le type d'appui demandé et inclure tous les besoins nécessitant un appui en nature, comme la connaissance, le renforcement des capacités ou des informations techniques.
- Si le pays est doté d'un Programme national ONU-REDD, décrire comment l'appui demandé comblera les lacunes / viendra compléter le financement déjà perçu en faveur du Programme national.

Le Programme ONU-REDD, à travers le PNUF, apportera l'assistance technique et financière nécessaire à :

- 1. L'organisation d'un atelier national de présentation des résultats et validation des « Etude de faisabilité pour une évaluation économique et la cartographie des bénéfices multiples de la REDD+ en RDC » et l'étude T 21 de modélisation des différents scénarios de développement et de mise en œuvre de la REDD+. Cet atelier visera à déterminer comment ces deux études peuvent nourrir la réflexion interministérielle et les travaux du Ministère du Plan concernant l'élaboration d'un « Livre Blanc » pour la Vision 2035.*
- 2. L'organisation de deux ateliers : un atelier de premier cercle composé d'experts nationaux pour la finalisation des standards nationaux sociaux et environnementaux de la REDD+ en RDC (y compris les indicateurs appliqués aux projets et aux réformes respectivement), suivi d'un atelier de deuxième cercle de consultation élargie sur la validation des standards ; ces ateliers permettront également de valider le travail analytique sur les bénéfices multiples, notamment l'étude sur la « Prise en compte des bénéfices multiples dans la planification REDD+ en RDC », dans la mesure où ces données pourraient être utilisées pour le suivi de certains indicateurs.*
- 3. L'intégration des travaux sur les bénéfices multiples et la planification spatiale de la REDD+ avec la finalisation du Plan National d'Action pour la Biodiversité, en lien avec le point focal CBD national.*
- 4. L'élaboration des éléments du Système d'Information sur les Sauvegardes (notamment les processus de compilation, de validation et de partage de l'information) en prenant en compte les systèmes d'information existants, sur la base d'échanges avec les institutions impliqués dans ces systèmes existants et de l'implication des parties prenantes nationales concernées lorsque pertinent ;*
- 5. Une application pilote des indicateurs dans le cadre du programme juridique Mai Ndombe (qui comprendra une formation à la collecte de données) et la préparation du premier rapport informatif sur l'application des standards nationaux à ce programme, en collaboration avec les organisations non gouvernementales impliquées dans la mise en œuvre de ce programme (ERA/Wildlife Works et WWF).*
- 6. La participation de deux représentants de la RDC (gouvernement et société civile) à la COP 21 de la CCNUCC de Paris, avec la possibilité d'un side event organisé par la RDC avec le soutien du Programme ONU-REDD.*

IV. MISE EN OEUVRE

Veillez décrire les dispositions à prendre pour mettre en œuvre les activités prévues.

- Nommer les principales institutions responsables de la mise en œuvre et les institutions partenaires.
- Expliquer quelles ont été les mesures prises pour mobiliser les peuples autochtones et la société civile, selon le cas

Les activités ci-dessus seront mises en œuvre par la CN REDD sous la supervision de la Direction du Développement Durable, avec le soutien technique et financier du PNUÉ et du PNUÉ-WCMC. Il conviendra également d'impliquer le Groupe Technique Climat REDD+ (GTCR) dans la consolidation de l'approche nationale en matière de garanties.

Concrètement, les responsabilités seront réparties de la manière suivante :

CN REDD

- L'organisation des ateliers, formations et missions de terrain ;
- La circulation, fourniture de commentaires et validation des rapports et documents techniques ;
- La préparation de deux rapports sur la mise en œuvre des activités (à mi-parcours et à la fin du projet) ;

PNUÉ et PNUÉ-WCMC

- L'apport de l'expertise technique sur les garanties, les bénéfices multiples et sur les scénarios de développement ;
- La prise en charge de la participation de 2 représentants de la RDC à la COP 21 de la CCNUCC, et l'organisation du side event en coordination avec le MECNT et le Programme ONU-REDD.

Sous la direction de la DDD et de la CN REDD, les experts du PNUÉ-WCMC seront en charge des tâches suivantes :

- La préparation technique des ateliers d'experts et de consultation (programme, présentations, rapports d'atelier, etc.) ;
- Les consultations informelles sur les éléments du SIS, y compris les arrangements institutionnels ;
- Les échanges avec le Point Focal CBD sur l'apport des analyses spatiales sur les bénéfices multiples au plan d'action national pour la biodiversité (commentaires sur le plan, ajustement des cartes disponibles si nécessaire) ;
- La préparation d'un rapport présentant les éléments et processus du SIS, prenant en compte les systèmes d'information existants ;
- Le test des indicateurs « projet » à travers une application au projet juridictionnel Mai Ndombe, y compris le recensement de l'information disponible, la préparation d'un questionnaire pour la collecte de données complémentaires, la formation des collecteurs de données, la compilation des données collectées dans les 8 territoires et la préparation d'un rapport informatif sur l'application des standards nationaux dans le projet juridictionnel Mai Ndombe ;
- La préparation de la présentation de l'approche de la RDC en matière de sauvegardes à l'occasion de la COP21 de la CCNUCC.

V. SOURCE DE FINANCEMENT

Veillez indiquer toute éventuelle source de cofinancement des activités prévues.

VI. PLAN DE TRAVAIL RÉSUMÉ, AVEC BUDGET ET CALENDRIER

(Veillez agrandir l'espace selon vos besoins. Vous pouvez également ajouter une annexe avec le plan de travail, le budget et le calendrier)

Description des réalisations et activités prévues	Montant (USD)	Période de mise en œuvre (du mois/année au mois/année)
Atelier national de validation du travail sur l'évaluation économique et les scénarios de développement (1	10,000	Février 2015

journée, 125 personnes)		
Atelier d'experts sur la finalisation des standards nationaux REDD+ et les éléments du SIS (2 journées, CN REDD, 20 personnes)	2,000	Mars 2015
Formation théorique à la collecte de données sur les sauvegardes (3 journées, CN REDD, 16 personnes)	2,000	Mai 2015
Exercice de collecte des données sur la base des indicateurs « projet » dans les 8 territoires du Projet Juridictionnel Mai Ndombe (16 personnes, formation terrain en groupe, puis déploiement les territoires, total 2 semaines)	46,000	Juin 2015
Atelier de consultation pour la validation des standards nationaux et des études sur les bénéficiaires multiples (2 journées, 125 personnes)	20,000	Juillet 2015
Participation de 2 représentants de la RDC (7 jours) à la COP 21 de la CCNUCCC, et organisation d'un side event en coordination avec le PNUD et la FAO (y compris l'organisation d'un cocktail de circonstance, sachant que la salle et l'équipement audiovisuel seront fournis par la CCNUCCC)	10,000	Novembre 2015
Expertise technique sur les garanties, les bénéficiaires multiples et sur les scénarios de développement (y compris les frais de mission)	En nature	Janvier – Décembre 2015
Montant total pour les activités		USD 90,000

VII. SUIVI DES AVANCÉES ET NOTIFICATION (RAPPORTS)

Veuillez expliquer comment les avancées des réalisations et des activités prévues seront contrôlées et notifiées chronologiquement.

La CN REDD produira deux rapports sur la mise en œuvre des activités : un rapport à mi-parcours qui sera soumis avant le 30 juin 2015 et un rapport final à remettre au plus tard le 31 décembre 2015. Les rapports seront envoyés par email à emelyne.cheney@unep.org.

IV. POINT FOCAL NATIONAL REDD+ (nom et titre) ⁵	M. Benjamin Toirambe Bamoninga, Directeur de Développement Durable, Ministère de l'Environnement et Conservation de la Nature (MECNT)
---	---



(Signature)

Nom et titre	M. Benjamin Toirambe Bamoninga, Directeur Chef de Service et Point Focal National REDD+/RDC
Institution et adresse	Direction du Développement Durable, MECNT
Numéro de téléphone	+243999954148
Email	toirambe2014@gmail.com

⁵ Il est conseillé de faire soumettre la demande par le point focal national. Voir également les notes de bas de page en page 1.